

CONSEILLER H/F
DIRECTION PROTECTION DES DROITS – AFFAIRES PUBLIQUES
CDD – 3 ANS

► **Contexte professionnel**

Le Défenseur des droits est une autorité administrative indépendante créée en 2011 et inscrite dans la Constitution, chargée de défendre les droits et libertés individuelles dans le cadre de cinq domaines de compétences déterminés par la loi :

- la défense des droits et libertés dans le cadre des relations avec les services publics,
- la défense et la promotion de l'intérêt supérieur et des droits de l'enfant,
- la lutte contre les discriminations directes et indirectes et la promotion de l'égalité,
- le respect de la déontologie par les professionnels de la sécurité (police, gendarmerie, services privés de sécurité),
- l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte.

La direction « Protection des droits-affaires publiques » est organisée en quatre pôles : « Fonction publique », « Services publics », « Protection sociale et solidarité » et « Droits fondamentaux des étrangers ». La direction veille au respect des droits et des libertés, y compris en matière de lutte contre les discriminations. Sont également rattachés à cette direction, en transversalité avec les autres directions, les dossiers des lanceurs d'alerte.

La direction, qui comprend près de 50 agents (chefs de pôle, juristes, assistants) reçoit, analyse, expertise puis propose un traitement adapté des réclamations qui lui sont attribuées et des propositions de réforme entrant dans son champ de compétences

► **Famille professionnelle dominante du poste** : Affaires juridiques

► **Description du poste**

Le conseiller ou la conseillère, rattaché au directeur des Affaires publiques et placé sous son autorité, est chargé d'apporter un appui rédactionnel et juridique à la direction et à ses différents pôles. Dans ce cadre, il/elle a pour missions principales de :

- Contribuer à élaborer, développer et mettre en œuvre de façon transversale la doctrine juridique du Défenseur des droits en matière de protection des droits dans le domaine des affaires publiques :
 - Apporter en tant que de besoin appui et conseils au directeur dans l'élaboration des décisions du Défenseur des droits relevant du champ de compétence de la direction des Affaires publiques (rédaction d'argumentaires juridiques, aide à la validation de projets, etc...),
 - Rédiger ou participer à la rédaction de publications (rapports, rapport annuel d'activité, articles, analyses juridiques, etc...) et de notes diverses dans les différents champs de compétences de la direction,
 - Contribuer en tant que de besoin à l'élaboration d'analyses juridiques et de propositions de réforme de textes législatifs ou réglementaires,
 - Rédiger les lettres d'information du Défenseur des droits relevant de la compétence de la direction

- Assurer le cas échéant la représentation et la valorisation du Défenseur des droits auprès des partenaires :

- Représenter l'institution et/ou le directeur des Affaires publiques auprès des autres institutions et des partenaires institutionnels,
- Faire connaître le Défenseur des droits auprès des acteurs de la recherche et du monde universitaire,
- Apporter sa contribution aux actions de communication du Défenseur des droits.

► **Profil souhaité :**

Aptitudes requises :

- Très grandes capacités rédactionnelles ;
- Capacités confirmées d'analyse et de synthèse juridique ;
- Expertise de haut niveau dans le domaine du droit public, des droits fondamentaux et du droit de la non-discrimination ;
- Connaissance approfondie de l'organisation et du fonctionnement des services publics et des institutions ;
- Capacité à croiser plusieurs disciplines et à travailler en transversalité ;
- Capacité à conduire un projet ;
- Sens de l'organisation, de la rigueur et de la discrétion ;
- Capacités d'adaptation, d'écoute, de négociation ainsi qu'à travailler en équipe ;
- Autonomie, disponibilité, réactivité et sens de l'initiative ;
- Maîtrise des outils bureautiques et internet.

Formation et Expérience nécessaire

- Formation juridique BAC+ 5 minimum - Diplôme en droit public.
- Une expérience confirmée de 10 ans en droit public, droits fondamentaux, droit de la non-discrimination dans le secteur public ou privé.

► **Conditions d'accès**

- Emploi ouvert aux fonctionnaires des 3 fonctions publiques de catégorie A et aux contractuels de droit public ;
- Détachement sur contrat pour les fonctionnaires (conditions statutaires du corps d'origine garanties).
- Rémunération fixée selon la grille du cadre de gestion du Défenseur des droits

Poste accessible (à compétences égales) aux personnes en situation de handicap reconnues RQTH ; l'institution étudie avec la plus grande attention l'ensemble des candidatures sans discrimination ; intégration facilitée et aménagement de poste garanti. Accès PMR. Respect des précautions sanitaires contre la COVID-19.

Lieu de travail : 3 Place Fontenoy 75007 PARIS

► **Poste à pourvoir le : mai 2021**

► **Date limite de dépôt des candidatures : vendredi 23 avril 2021**

► **Le dossier de candidature comporte les documents suivants :**

Un CV, une lettre de motivation, photocopie du dernier diplôme obtenu ainsi que, le cas échéant, les 3 derniers comptes rendus d'entretien professionnel.

Toute candidature incomplète ou hors délai ne sera pas prise en compte.

Ces documents doivent être adressés à Marie-Bénédicte TOURNOIS, cheffe du pôle Ressources humaines et dialogue social à l'adresse électronique :

recrutement@defenseurdesdroits.fr sous la référence : « **RECRUT / conseiller.e** »